



L'édition de juillet du Bulletin est consacrée à plusieurs événements liés au CIAS qui ont eu lieu dans le cadre de la Conférence mondiale conjointe sur le travail social et le développement social à Dublin, en Irlande. Ce numéro présente les deux symposiums organisés par le CIAS, avec des résumés des déclarations faites au cours des discussions. Des informations sur l'Assemblée générale et les réunions du Conseil d'administration sont ensuite présentées, ainsi que la Déclaration de Dublin adoptée par l'Assemblée générale.

Sergei Zelenev, directeur général et rédacteur en chef de la Lettre d'information

[suite page 2](#)

ZOOM

Idées en action: symposium commémoratif du CIAS

2

Symposium conjoint de l'IASSW et du CIAS: Développement social et formation en travail social - interaction et synergie

5

suite de la page 1

Idées en action: symposium commémoratif du CIAS



Afin de commémorer son 90e anniversaire, le Conseil international de la protection sociale a organisé un symposium le 5 juillet 2018 à Dublin, dans le cadre de la Conférence mondiale conjointe sur le travail social et le développement social. Le symposium a réuni des conférenciers du monde entier pour discuter des complexités et des défis auxquels font face les spécialistes et les praticiens du développement social, dans des domaines aussi vastes que : l'éradication de la pauvreté, la promotion de l'emploi, l'inclusion sociale, la protection sociale et d'autres domaines. Ces discussions ont mis en évidence le rôle du CIAS en tant qu'organisation mondiale majeure engagée dans l'amélioration du bien-être humain. Son but principal était de mettre en évidence les projets réalisés par l'organisation au fil des ans, en envisageant les stratégies et les options pour l'avenir.

La liste des orateurs incluait : Eva Holmberg-Herrström, présidente du CIAS (discours d'ouverture) ; Isabel Ortiz, directrice du Département de la protection sociale de l'OIT ; Christian Rollet, chercheur et auteur, ancien président du CIAS (France) ; **Michael Cichon**, chercheur et auteur, ancien président du CIAS (Allemagne) ; **Driss Guerraoui**, Président régional, MENA, Secrétaire général du Conseil économique, social et environnemental du Maroc (Maroc) ; **CHENG Lai-Ling**, Crystal, Directeur commercial, Hong Kong Council of Social Service (Hong Kong) ; **Sandra Carla S. Mirabelli**, Assistante technique, Etudes de gestion et programmes sociaux, Serviço Social do Comércio (Sesc), (Brésil) ; **P.K. Shajahan**,

Président régional, Asie du Sud, CIAS, Professeur, École de travail social, Tata Institute of Social Sciences, (Inde) ; **Cassandra Goldie**, directrice générale, Australian Council of Social Service (Australie) ; **Chinchai Cheechooen**, National Council on Social Welfare of Thailand (Thaïlande) ; **Ronald Wiman**, président régional, CIAS Europe, chercheur invité, National Institute for Health and Welfare (Finlande).



Solveig Askjem

La discussion a été animée par **Solveig Askjem**, ancienne présidente du CIAS (Norvège). Nous présentons ci-dessous de brefs résumés de plusieurs déclarations faites lors du symposium. Des versions plus complètes des présentations respectives seront bientôt publiées sur le site du CIAS.



Eva Holmberg-Herrström

Dans son discours d'ouverture, Eva Holmberg-Herrström, présidente du CIAS, a souligné le rôle important que le CIAS a joué tout au long des années dans la promotion des idées de justice sociale, de développement économique et social progressif et des droits humains. L'adoption de l'Action 2030 par les Nations Unies reflète l'ampleur des nouveaux défis

redoutables, mais elle offre également aux organisations de la société civile de nouvelles possibilités de faire avancer leurs programmes et de faire entendre leur voix. Le CIAS a été un phare pour plusieurs générations de praticiens du développement social, et nous devrions être à la hauteur des attentes élevées que bon nombre de nos membres continueront d'avoir dans les années à venir.

Isabel Ortiz, Directrice du Département de la protection sociale de l'OIT, a remercié le CIAS pour sa position cohérente et son soutien actif dans la lutte en cours pour la mise en œuvre de systèmes et de mesures de protection sociale appropriés au niveau national, pour toutes et tous, y compris les socles. L'OIT aura 100 ans en 2019, et les deux institutions ont contribué avec succès à faire progresser la justice sociale et à étendre les systèmes de sécurité sociale et de protection sociale au cours des neuf dernières décennies. Il n'est guère possible d'accroître la couverture des pauvres et des personnes vulnérables grâce à des systèmes universels au cours des 12 prochaines années, comme le prévoit l'Agenda 2030, sans le rôle actif joué par la société civile. Parmi les mesures requises pour étendre les socles de protection sociale, elle a mentionné la nécessité d'un dialogue national afin de formuler des stratégies nationales de protection sociale pour tous. Certaines conditions préalables essentielles consistent à identifier les lacunes dans la couverture, à déterminer les régimes de protection sociale appropriés - qu'ils soient contributifs, non contributifs ou les deux - ainsi que le calendrier et la séquence pour la réalisation progressive des objectifs. Les coûts, les besoins en ressources et les options pour l'espace fiscal devraient être discutés avec les ministères nationaux des Finances. On dit souvent que l'on manque de ressources pour la protection sociale ou - pire - que les réductions d'austérité sont inévitables. C'est faux ; il existe des options pour étendre l'espace fiscal, même dans les pays les plus pauvres, allant de la réaffectation des dépenses publiques à l'augmentation des recettes fiscales, l'augmentation des recettes contributives, l'exploitation des réserves fiscales et des réserves de change, la lutte contre la corruption et les flux financiers illicites, entre autres. L'adoption d'un cadre macroéconomique plus accommodant (par exemple, tolérance à l'inflation ou au déficit

budgétaire, restructuration de la dette et lobbying en faveur d'une augmentation des transferts d'aide) pourrait fournir un autre ensemble d'options dans le contexte du dialogue national obligatoire visant à étendre la couverture de protection sociale sur l'ensemble du cycle de vie. L'OIT se réjouit de poursuivre sa collaboration avec le CIAS pour faire progresser la justice sociale.



Isabel Ortiz

Reflétant le passé et les rôles futurs du CIAS, Christian Rollet, Membre distingué et ancien président du CIAS, a souligné le rôle spécifique et proactif du CIAS en tant qu'organisation basée sur la connaissance, dans les débats mondiaux sur la politique sociale. En même temps, nous maintenons des liens étroits avec nos organisations nationales sur le terrain, en obtenant des contrôles permanents de la réalité et une connaissance très à jour des défis qui existent sur le terrain. Il est de notre responsabilité commune de maintenir une double circulation de l'information, à la fois de bas en haut et de haut en bas, en veillant à ce que notre pensée globale soit étroitement alignée avec les acteurs locaux.



Christian Rollet

Selon lui, la lettre mensuelle de coopération mondiale du CIAS est un outil bien établi à

notre disposition pour accroître notre influence et notre portée mondiale. Il est très important de s'adresser à des publics autres que nos membres, comme les politiciens, les fonctionnaires d'organisations internationales, les journalistes et les militants sociaux en général - et cela doit être fait de façon professionnelle, avec des exigences de recherche élevées et avec des invitations à des personnes bien connues, des universitaires et des leaders dans divers domaines, pour présenter leurs opinions et leurs points de vue. Il est crucial de s'appuyer sur de solides réseaux d'experts mondiaux, en les faisant participer au besoin. L'introduction de la nouvelle catégorie de membres, à savoir les Membre Distingués, était une bonne innovation au niveau mondial, mais il peut être tout aussi important d'avoir des innovations similaires sur le terrain.

Le format des conférences mondiales que nous convoquons peut également faire l'objet d'un réexamen. Nous ne voulons pas devenir les victimes de notre succès en termes de participation à des conférences pour perdre en même temps la capacité de débattre de sujets aigus, même s'ils sont difficiles ou même controversés mais qui sont très pertinents pour les sociétés contemporaines. Plutôt que de nous concentrer sur les micro-questions, nous devrions promouvoir les débats sur les questions transversales. Le niveau élevé du débat - sans craindre les questions "chaudes", voire controversées - peut devenir un attrait supplémentaire pour les participants, au même titre que l'approche interactive utilisée dans les sessions. Les points de vue opposés et leurs arguments respectifs exposés par des orateurs bien connus pourraient être présentés de manière à stimuler l'engagement de l'auditoire. Un moment de débat avec la salle après la séance devrait devenir une pratique courante, encourageant les participants à présenter leurs points de vue, à entrer dans la discussion entre eux et à apprendre les uns des autres.

Il est également important de mieux partager l'information au sein de l'organisation et d'utiliser divers moyens, y compris des moyens électroniques contemporains efficaces.

Michael Cichon, membre distingué et président sortant du CIAS, a souligné qu'il

attend avec impatience les défis des 10 prochaines années pour le CIAS, après quoi l'organisation célébrera son 100e anniversaire. En 1928, nos prédécesseurs pensaient globalement et agissaient localement. Le CIAS était une ONG unique en matière de développement social et de travail social bien avant que le terme ONG ne soit inventé. En agissant localement, nos organisations membres ont fait une différence pour les gens.

La mondialisation a fondamentalement changé cela. Les pays et les sociétés ne sont plus des îles sociales. Ils sont liés par une multitude de liens économiques et politiques, d'alliances et, le cas échéant, de relations adverses. Il ne suffit plus de penser globalement, il faut aussi agir globalement.



Michael Cichon

En 2012, nous répondions plutôt bien à ce défi, mais le plus grand défi reste à venir. Nous sommes devenus l'une des quelques organisations fondatrices de la Coalition mondiale pour les socles de protection sociale. Nous avons été la première ONG à adopter ce concept, et nous avons contribué à faire passer la recommandation du SPS par l'OIT. Plus tard, nous avons aidé à faire entrer le SPS dans l'une des cibles des ODG de l'Agenda 2030. Et tout récemment, en tant que membre de la Coalition mondiale, nous avons persuadé le FMI d'écouter la société civile, alors qu'ils élaborent leur propre stratégie de protection sociale. Ce dernier développement incarne notre principal défi politique.

Nous les avons forcés à nous écouter, mais nous ne pouvons pas les forcer à tenir compte de ce qu'on leur dit. Le FMI est l'une des organisations internationales les plus puissantes et a jusqu'à présent poursuivi une doctrine résiduelle, minimaliste et

néoclassique dans ses "recommandations" de politique de protection sociale aux pays - tout comme la Banque mondiale l'a fait dans de nombreux cas. Il y a peu de raisons de croire qu'elle changera fondamentalement. Phillip Alston, rapporteur de l'ONU sur l'extrême pauvreté et les droits humains, a indiqué dans son récent rapport sur le FMI que "jusqu'à présent, le FMI a été une organisation dotée d'un grand cerveau, d'un ego malsain et d'une conscience minuscule".

Nous devons essayer de contrer les attaques néoclassiques contre le bien-être en utilisant les instruments normatifs et éthiques internationaux que nous pouvons promouvoir, influencer et utiliser. Nous devrions faire campagne avec nos frères et sœurs de la Coalition mondiale pour une convention de l'OIT ou de l'ONU sur la protection sociale ou sur le socle de protection sociale. Et une fois qu'il sera accepté, nous devrions faire campagne pour la ratification nationale. Une fois ratifiée, une convention est presque aussi bonne qu'une loi nationale. Les institutions financières internationales (IFI) devraient respecter le droit international et le droit national. Malheureusement, ce n'est pas une solution magique, mais c'est l'une des rares que nous ayons.

(La suite de la publication des déclarations faites lors du symposium commémoratif est prévue dans les prochains numéros de la Lettre du CIAS.)

Symposium conjoint de l'IASSW et du CIAS: Développement social et formation en travail social - interaction et synergie.



Le symposium organisé conjointement par l'Association internationale des écoles de

travail social et le Conseil international de la protection sociale visait à discuter du lien entre l'éducation au travail social et les pratiques de développement social. Vous trouverez ci-dessous des résumés des discussions qui ont eu lieu lors du symposium.

La professeure **Lena Dominelli**, School of Applied Social Sciences de l'Université de Durham, Royaume-Uni, a commencé la discussion en exhortant les participants à s'engager dans des débats controversés sur les socles de protection sociale. Bien qu'un tel socle soit, à son avis, une bonne idée de principe, il présente de nombreuses lacunes dans la pratique. Elle a cité l'arrêt de l'expérience SPS en Finlande comme un bon exemple. Il a pris fin parce qu'il était trop coûteux à financer, et c'était dans l'un des pays les plus riches du monde, avec un bon bilan en matière d'aide sociale et de redistribution des ressources vers les moins riches. Elle a encouragé les gens à reconceptualiser les idéaux en s'inspirant des expériences vécues et à ne pas jouer d'idéalisme, en essayant de concilier l'élaboration de politiques sociales avec le manque de ressources sur le terrain pour la mise en œuvre. Même les régimes les mieux conçus, comme l'initiative *Social Protection Floor*, peuvent rester bloqués face aux contraintes de ressources et à l'incapacité des promoteurs d'augmenter la base de ressources et les allocations budgétaires. La pauvreté rampante est une énorme pierre d'achoppement dans la formulation de politiques socio-économiques qui ont un contenu significatif et doivent réussir afin d'améliorer la vie de la moitié de la population mondiale engluée dans de faibles revenus. Cela exige que les régimes de protection sociale aillent bien au-delà des niveaux minimums afin d'autonomiser les gens dans leurs efforts pour acquérir une qualité de vie décente. L'efficacité et l'efficacité des régimes de protection sociale peuvent être réduites non seulement par les ressources limitées dont disposent de nombreux pays, mais aussi par la fragmentation des données recueillies sur leur succès. Le fait de devenir innovateur et créatif en coproduisant des solutions avec les utilisateurs de services et les praticiens pourrait fournir un moyen d'aller de l'avant. Mais cela signifie que les chercheurs, les



Lena Dominelli

décideurs et les praticiens devraient céder le contrôle du développement et partager la conception des politiques avec les autres, si l'on veut mettre fin à la pauvreté.

Afin de discuter de l'interaction et de la synergie importantes entre le développement social et le travail social, le professeur **Manohar Pawar**, de l'Université Charles Sturt, en Australie, et président du Consortium international pour le développement social (ICSD), a présenté trois points importants. Premièrement, il a souligné qu'il existe une base solide d'interaction et de synergie entre le développement social et le travail social, car de nombreux éducateurs et praticiens du travail social et leurs organismes professionnels, y compris le CIDS, ont contribué à la base de connaissances pour le développement social. Le développement social et le travail social se rejoignent et travaillent avec les individus, les familles, les communautés, les organisations et les institutions aux niveaux local, national et mondial ; les deux se concentrent sur le bien-être et les résultats en matière de bien-être. Deuxièmement, cependant, la qualité et la quantité de l'interaction et de la synergie sont affectées par des idées fausses sur le développement social et par notre incapacité à transmettre ce qu'est le développement social. Il semble que le programme de travail social surchargé ait peu d'espace pour tout nouveau contenu, aussi important soit-il, ou qu'il soit difficile d'élargir la zone de confort de la pratique clinique.

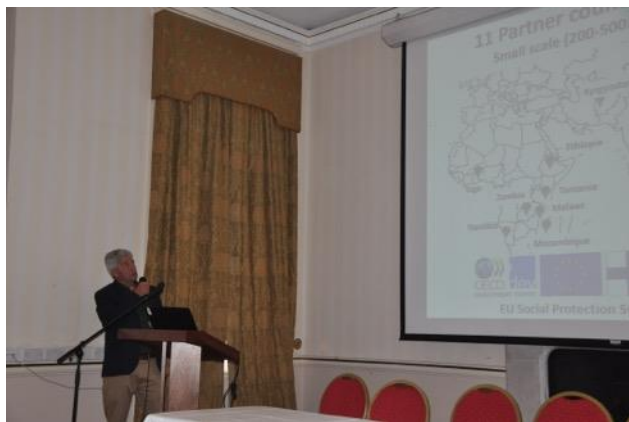
Troisièmement, nonobstant ces questions, de nouvelles conceptions du développement social ont créé de grandes possibilités d'interaction et de synergie fortes et

significatives entre les deux. Le professeur Pawar a fait valoir que les idées et les idéaux du développement social sont universellement applicables ; le développement social est pratique et il est possible de pratiquer et de réaliser le développement social ; les aspects sociaux et économiques ne se font pas concurrence, car le développement économique est l'une des dimensions cruciales du développement social ; et le développement social est global, flexible et évolutif. Ensemble, le développement social et le travail social peuvent se développer.



Professor Manohar Pawar

Un projet de coopération visant à soutenir les initiatives d'experts nationaux, régionaux et internationaux axés sur le renforcement et la systématisation des capacités d'analyse et de gestion dans le domaine de la protection sociale dans 11 pays à faibles revenus a été présenté par le Dr **Timo Voipio**, Directeur, EU Social Protection Systems Initiative (EU-SPS), THL, National Institute for Health and Welfare, Finlande. Tenant compte des contextes et des besoins spécifiques des pays d'accueil, cette initiative associe les institutions nationales et régionales de renforcement des capacités, à l'évaluation et au renforcement des capacités nationales de protection sociale, ce qui en fait des institutions nationales et durables. Les ressources qui peuvent être mobilisées pour répondre aux besoins du pays varient en fonction des spécificités du contexte. Une série d'activités nationales et régionales associées au projet et ayant un impact direct sur les pratiques de travail social a été analysée, par



Dr. Timo Voipio

exemples : l'évaluation des capacités organisationnelles et des options financières pour la fourniture d'assistance sociale ; l'assistance juridique en matière de protection sociale ; la formation de formateurs sur les politiques d'inclusion dans divers domaines ; le développement de programmes universitaires pertinents pour la protection sociale ; le développement des capacités pour le gouvernement local social.

Parlant des défis éducatifs dans les domaines du travail social et de la protection sociale, le professeur **Krzysztof Hagemejer** (Pologne), Membre Distingué du CIAS et professeur à la Bonn-Rhein-Sieg University of Applied Sciences, a souligné que les synergies entre la protection sociale et le travail social comprennent une forte sensibilisation aux politiques de sécurité sociale, en tant que principaux outils à la disposition des travailleurs sociaux qui sont indispensables à la réalisation de leurs objectifs professionnels. Le succès de la mise en œuvre des politiques de sécurité sociale (et des socles de protection sociale en particulier) exige l'implication totale et engagée des travailleurs sociaux professionnels, et pas seulement des bureaucrates qui identifient les avantages à distribuer. Les travailleurs sociaux sont donc des acteurs importants et devraient participer à toutes les étapes de la conception et de la mise en œuvre des politiques de sécurité sociale.

Cependant, nous sommes confrontés à des défis majeurs qui font qu'il est difficile de profiter pleinement de ces synergies, car il y a des pré-requis qui ne sont pas toujours en place. Par exemple, l'enseignement du travail social et de la sécurité sociale en tant que



Krzysztof Hagemejer

disciplines académiques, et leurs professions respectives, devraient dans une bien plus grande mesure intégrer l'ensemble des connaissances de l'autre discipline dans la recherche, les programmes académiques et les compétences professionnelles. De plus, les deux domaines sont interdisciplinaires et nécessitent donc une approche disciplinaire large (du droit et de la sociologie à l'économie du travail, des finances publiques, de la démographie et des mathématiques actuarielles). Dans ce contexte, il est urgent de sensibiliser les parties prenantes, les décideurs, les faiseurs d'opinion et le grand public aux deux disciplines et à leurs synergies.

Se référant à l'interaction entre l'éducation au travail social et la pratique du développement social, le professeur **Antoinette Lombard**, chef du Département de travail social et de criminologie de l'Université de Pretoria, en Afrique du Sud, a indiqué que cette interaction est ancrée dans les réalités socio-économiques et politiques de la société. En adoptant une approche axée sur le développement, les travailleurs sociaux s'engagent à adopter un cadre fondé sur les droits de la personne, dans lequel les services psychosociaux au niveau micro et les pratiques en matière de plaidoyer et de politiques au niveau macro sont importants. Dans le travail de développement, la protection sociale est un droit humain. Cependant, les travailleurs sociaux ont la responsabilité éthique de s'assurer que les personnes qui sont déjà à l'arrière du peloton n'y restent pas, en maintenant un mode de survie. La promotion du bien-être commence par les personnes, dans le respect de leur dignité et en veillant à ce que leur voix soit



Antoinette Lombard

entendue. Dans le contexte du développement durable, la protection sociale doit être complétée par des programmes de développement socio-économique qui tiennent compte de l'environnement. Les étudiants devraient être placés dans des organisations progressistes où ils peuvent acquérir de l'expérience dans la lutte contre l'injustice sociale et faire du travail de plaidoyer qui favorisera le changement social.

Gabriele Koehler (Allemagne), Membre distinguée du CIAS, associée de recherche principale de l'UNRISD, a abordé la question de savoir si la protection sociale est une nouvelle norme sociale, en prenant comme point de départ la crise migratoire mondiale.

Comme nous le savons bien, 68 millions de personnes sont actuellement déplacées de force et on estime à 260 millions le nombre de migrants internationaux. Aux frontières entre les États-Unis et le Mexique et l'Europe du Sud, les droits humains des réfugiés et des migrants sont violés de manière flagrante et massive. Le lien entre ces tragédies et les thèmes de la Conférence de Dublin est direct : "... les réfugiés ne risqueraient pas leur vie lors d'un voyage si dangereux s'ils pouvaient prospérer là où ils sont " (Fleming 2017). La notion de "prospérité" concerne essentiellement le travail et les revenus décents, l'accès aux soins sociaux, à l'éducation et aux services de santé, ainsi que la protection sociale. Mais un coup d'œil rapide aux statistiques sur la couverture de protection sociale montre que certaines des régions d'origine des réfugiés et des migrants présentent une couverture de protection sociale extrêmement faible : en Afrique



Gabriele Koehler

subsaharienne - 13%, en Asie et dans le Pacifique - 39%, en Afrique du Nord - 40%. C'est l'un des nombreux facteurs à l'origine des déplacements forcés et des migrations de détresse.

Trois cadres normatifs internationaux pourraient servir à améliorer la capacité de ces personnes à prospérer - l'Agenda 2030 des Nations Unies pour le développement durable, dont plusieurs objectifs concernent directement le travail décent et la protection sociale ; et deux nouveaux pactes - le Pacte mondial pour les réfugiés (2018) et le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (2018). On espère que les communautés du bien-être social et du travail social seront en mesure d'utiliser ces cadres comme ancrages politiques pour mettre fin à la violation des droits humains fondamentaux et promouvoir l'épanouissement de toutes et tous.

Les panélistes ont abordé les questions soulevées par l'auditoire, ainsi que certains thèmes transversaux mis en évidence dans les présentations.

La discussion a été animée par le professeur Sergei Zelenev, directeur général du CIAS.

L'AG et les réunions du Conseil d'administration du CIAS

L'Assemblée générale du CIAS s'est tenue le 7 juillet 2018 à Dublin à la suite de la Conférence mondiale conjointe sur le travail social et le développement social. La présidente du CIAS,

Eva Holmberg-Herrström, a souhaité la bienvenue aux délégués et a présenté son rapport. La Présidente a souligné le rôle important que joue le CIAS dans le domaine de la politique sociale à l'échelle mondiale et régionale, ainsi que les nouvelles possibilités offertes par l'adoption des objectifs du Millénaire pour le développement de l'Agenda 2030 des Nations Unies pour le développement social. Elle a également abordé la question du "déficit démocratique" résultant du changement de statut de plusieurs membres du CIAS au sein de l'organisation, ainsi que la nécessité de redoubler les efforts de l'organisation au niveau régional, pour établir de nouveaux partenariats et concevoir de nouveaux projets.

Les délégués ont discuté des activités de l'organisation, en mettant l'accent sur sa capacité d'adaptation face aux nouvelles réalités mondiales et régionales. Les résultats des récentes élections des présidents régionaux ont été proclamés et confirmés. P.K Shajahan (Inde), ancien président de la région Asie du Sud du CIAS, a été élu vice-président du CIAS.

Partageant sa vision de l'avenir et soulignant la nécessité de veiller à ce que le CIAS demeure pertinent et dynamique, le Professeur Shajahan a mis l'accent dans son exposé sur la nécessité d'élargir le processus de démocratisation au sein de l'organisation. Ses propositions concernant l'élargissement de la base d'adhésion et la rationalisation de la structure des cotisations ont été accueillies avec beaucoup d'attention par les délégués. Ces questions seront examinées plus avant au sein de l'organisation dans un avenir immédiat, en tenant compte des particularités de la situation sur le terrain. La nécessité de penser et d'agir stratégiquement avec une vision convaincante et d'utiliser des outils et techniques innovants a été reconnue comme une priorité pour le CIAS.

La réunion du Conseil d'administration du CIAS, convoquée le 8 juillet, a poursuivi la discussion des questions les plus pointues à l'ordre du jour de l'organisation. La mise en œuvre du Programme mondial 2016-2020 du CIAS à l'échelle mondiale et régionale a apporté plusieurs suggestions novatrices. Il a été souligné qu'il y a un besoin urgent de nouvelles idées stratégiques qui pourraient

déclencher un changement qualitatif. Le Conseil a pris la décision d'établir un certain nombre de groupes de travail internes afin d'explorer de nouvelles possibilités et de nouveaux défis. Les questions de gouvernance au niveau mondial et au-delà ont également été longuement débattues.

L'Assemblée générale a adopté la Déclaration de Dublin, qui peut être consultée à l'adresse suivante

<http://icsw.org/index.php/news/88-dublin-declaration>

Photos: Sergei Zelenev

The content of this Global Newsletter may be freely reproduced or cited provided the source is acknowledged. The views do not necessarily represent policies of ICSW.

Newsletter Editor:
Sergei Zelenev, Executive Director
E-mail: szelenev@icsw.org,

Address:
ICSW, 5700 Arlington Ave.,
Bronx, New York, 10471 (US Office)

icsw@icsw.org
Website www.icsw.org

If you wish to cease receiving this newsletter, please click 'here' providing your name and email address